



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 55.164/2
du 6 février 2014

advies 55.164/2
van 6 februari 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
le profil de fonction du
commandant d'une zone de
secours et les modalités de sa
sélection et de son évaluation'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van het
functieprofiel van de
commandant van een
hulpverleningszone en van de
nadere bepalingen voor zijn
selectie en zijn evaluatie'

Le 27 janvier 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant le profil de fonction du commandant d'une zone de secours et les modalités de sa sélection et de son évaluation'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 6 février 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Claudine MERTES, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 février 2014.

*

Op 27 januari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het functieprofiel van de commandant van een hulpverleningszone en van de nadere bepalingen voor zijn selectie en zijn evaluatie'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 6 februari 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Claudine MERTES, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 februari 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le préambule mentionne l'association des régions. Or, la demande d'avis ne permet pas de savoir si cette formalité a bien été accomplie¹.
2. Les négociations avec les organisations syndicales ont eu lieu les 17, 18 et 19 décembre 2013, ainsi que le 15 janvier 2014. Elles ont signé le protocole de désaccord le 20 janvier 2014.
3. Il ressort cependant des documents annexés à la demande d'avis que le Conseil des ministres a délibéré le 13 décembre 2013, soit avant que les formalités précitées n'aient été accomplies.

Les observations qui suivent sont donc formulées sous la réserve que, si les textes soumis au Conseil d'État subissent encore des modifications à la suite des formalités précitées dont le Conseil des ministres n'a pas encore dégagé de conclusions, les dispositions modifiées autres que purement formelles soient soumises au Conseil d'État pour un nouvel examen.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Selon son intitulé, le projet a pour objet de « fix[er] le profil de fonction du commandant d'une zone de secours et les modalités de sa sélection et de son évaluation »².
2. S'agissant du profil de la fonction du commandant de zone et des modalités de sa sélection, réglés par les articles 2 à 6 et 14 à 17 et par l'annexe³, le projet puise son fondement légal à l'article 113 de la loi précitée du 15 mai 2007, aux termes duquel

« [l]e Roi fixe le contenu du profil de fonction auquel le commandant doit satisfaire et détermine les modalités de sélection du commandant de zone ».

¹ Sur la formalité de l'association, il est renvoyé à l'observation générale n° 1 formulée dans l'avis 55.165/2 donné ce jour sur le projet d'arrêté royal 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours' (ci-après : le projet de statut administratif).

² Ce n'est qu'incidemment que le dispositif énonce que l'emploi en question est celui de commandant de zone. Le texte devrait être complété par une disposition introductive en ce sens, le seul intitulé et la mention de l'article 113 de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile' au préambule au titre du fondement légal du projet ne suffisant pas à cet effet.

³ L'annexe, relative au profil de fonction, est annoncée par l'article 5, § 3, seconde phrase, du projet.

L'article 113 précité est mentionné à bon escient à l'alinéa 1^{er} du préambule au titre de l'un des fondements légaux du projet.

3. Le projet règle par ailleurs l'évaluation du commandant de zone aux articles 8 à 12 du projet.

L'article 116 de la loi précitée du 15 mai 2007 confère une habilitation partielle au Roi sur ce point. Cette disposition est rédigée comme suit :

« § 1^{er}. Une commission d'évaluation est instaurée dans chaque zone. Cette commission est composée comme suit :

1° le président du collège ;

2° le gouverneur ou son représentant ;

3° un membre de l'inspection générale désigné par le ministre.

Le président du collège préside la commission d'évaluation.

§ 2. La commission d'évaluation est réunie à l'initiative du président du collège.

La commission entend le commandant de zone ainsi que toute autre personne pouvant éclairer les débats.

§ 3. Les règles de fonctionnement de la commission d'évaluation sont fixées par le Roi ».

L'habilitation au Roi figurant au paragraphe 3 ne porte que sur le « fonctionnement de la commission d'évaluation » et non sur l'ensemble des modalités de l'évaluation de fin de mandat du commandant.

Par ailleurs, le projet de statut administratif contient plusieurs dispositions relatives à l'évaluation, principalement son livre 12 (articles 153 à 171) ⁴.

Le Roi dispose certes en la matière, en vertu de l'article 106, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 15 mai 2007 ⁵, d'une habilitation plus large que celle tirée de l'article 116, § 3, de la même loi ; il pourrait donc maintenir les articles 8 à 12 dans le projet à l'examen sur la base de cet article 106, alinéa 1^{er}, mentionné à l'alinéa 1^{er} du préambule au titre de l'un de ses fondements légaux. Il n'en reste pas moins qu'il serait plus cohérent de grouper l'ensemble des dispositions relatives à l'évaluation, en ce compris celles qui concernent l'évaluation du commandant, dans le projet de statut administratif ⁶.

⁴ Voir aussi notamment les articles 44 à 49, 58 à 67 et 103 du projet de statut administratif.

⁵ L'article 106, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 15 mai 2007 est libellé comme suit :
« Le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel des zones, en ce compris la formation ».

⁶ Même si l'habilitation figurant à l'article 106, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 15 mai 2007 est plus large que celle mentionnée à l'article 116, § 3, de la même loi, l'alinéa 1^{er} du préambule du projet de statut administratif pourrait également mentionner cette dernière disposition législative au titre de l'un de ses fondements légaux, outre sa référence à l'article 106 de la même loi.

4. Les articles 7 et 13 du projet ne concernent ni le profil de fonction du commandant de zone, ni les modalités de sa sélection et ne portent pas davantage sur son évaluation.

Ces dispositions puisent certes leur fondement légal à l'article 106 de la loi précitée du 15 mai 2007, mentionné à l'alinéa 1^{er} du préambule, mais, pour des motifs analogues à ceux avancés ci-avant en ce qui concerne l'évaluation, il paraît plus cohérent de les insérer au sein du projet de statut administratif.

S'agissant de l'article 7, son paragraphe 2 par exemple, qui fait état d'une « mobilité d'office à titre définitif », trouverait mieux sa place au sein du livre 6 de ce projet de statut ; son paragraphe 3, qui mentionne la « professionnalisation d'office à titre temporaire », serait également mieux situé au sein du livre 7 du projet de statut administratif⁷ ; son paragraphe 4 devrait figurer à l'article 22 de ce projet, relatif aux incompatibilités.

Quant à l'article 13, il devrait être inséré parmi les dispositions du livre 19 du projet de statut administratif, relatif à la cessation de fonction.

5. En conclusion, pour des motifs de cohérence normative, l'objet du projet à l'examen devrait être limité à la fixation du profil de commandant de zone et aux modalités de sa sélection, telles qu'elles sont prévues par les articles 2 à 6 et 14 à 17 du projet et par son annexe, les autres dispositions, hormis ses articles 1^{er} et 19, pouvant être transférées vers le projet de statut administratif. L'article 18 devrait être adapté en conséquence, de même que la disposition relative à l'entrée en vigueur du projet de statut administratif.

Il suffira alors de mentionner les articles 113 et 224, alinéa 2, à l'alinéa 1^{er} du préambule au titre du fondement légal du projet à l'examen, ce qui implique que celui-ci ne devrait pas être obligatoirement soumis au Conseil des ministres.

L'intitulé sera également adapté en conséquence.

6. C'est sous ces réserves que les observations particulières qui suivent sont émises.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Au 7^o, la notion de « jours fériés légaux » devrait être complétée par la référence à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 avril 1974 'déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés', par identité avec ce qui est proposé par l'avis 55.165/2 précité au sujet de l'article 1^{er}, 14^o, de ce projet.

⁷ En outre, en ce qui concerne l'usage de la notion de « mobilité » à la même disposition, il est renvoyé à l'observation générale formulée à propos du livre 7 du projet de statut administratif dans l'avis 55.165/2 précité.

Article 2

1. L'alinéa 1^{er} doit préciser que l'appel aux candidats mentionne les conditions à remplir, la date à laquelle ces conditions doivent être remplies, le profil de fonction (par référence, le cas échéant, à l'annexe en projet) et le règlement de sélection.

2. Il ressort de l'alinéa 2 que la commission doit au moins compter cinq membres. Rien ne permet cependant de déterminer à quelle catégorie les membres supplémentaires devront appartenir. Il serait dès lors plus simple de déterminer exactement le nombre de membres de chaque catégorie.

Article 4

Au 1^o, la disposition doit être adaptée en raison de l'observation formulée dans l'avis 55.165/2 précité visant à supprimer le livre 5, titre 2 (« De la promotion sociale ») et l'article 68 du statut administratif puisqu'il ressort de la lecture du livre 5 de ce projet de statut qu'en réalité la promotion sociale n'est qu'une possibilité de dérogation à l'une des conditions de promotion hiérarchique.

Article 6

Il convient également de prévoir que la commission transmet au conseil le classement prévu par l'article 6.

Article 8

1. À l'alinéa 1^{er}, pour éviter toute confusion avec la commission d'évaluation visée à l'article 167 du projet de statut administratif, il serait préférable de faire référence à l'article 116 de la loi précitée du 15 mai 2007.

2. À l'alinéa 2, le délai endéans lequel l'entretien doit avoir lieu devrait être déterminé.

Article 9

Le texte devrait être complété pour indiquer les mentions d'évaluation et les conséquences qui y sont attachées.

Article 14

Il est fait mention aux paragraphes 1^{er}, 2°, et 2, 2°, d'un brevet de chef de service.

Aucune disposition du projet de statut administratif ne réglemente cependant l'obtention de ce brevet.

Il conviendrait donc soit de prévoir de telles dispositions dans le statut administratif, soit, si ces dispositions existent déjà, d'y opérer un renvoi ⁸.

Article 18

L'article 18 du projet ne permet pas de déterminer aisément la date d'entrée en vigueur qu'il tend à fixer. Tel qu'il est conçu, il appartient en effet aux intéressés de rechercher à quelle date le Roi a fait application de l'article 220 de la loi du 15 mai 2007 précitée.

Il conviendrait d'habiliter le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions à publier dans le *Moniteur belge* un avis qui mentionnera, en application de l'article 18, à quelle date les articles 109 à 112 et 114 à 116 de la loi précitée du 15 mai 2007 et les articles 7 à 13 et 17 à 19 de l'arrêté en projet entrent en vigueur.

ANNEXE

Le point A, 3, cinquième tiret, mentionne que le commandant de zone signe la correspondance de la zone, alors que l'article 112 de la loi précitée du 15 mai 2007 mentionne que le président du collège signe l'ensemble du courrier de la zone, qui est contresigné par le commandant.

Le point A, 4, quatrième tiret, mentionne que le commandant de zone fait régulièrement rapport au conseil et au collège concernant le fonctionnement de la zone, alors que l'article 110 de la loi précitée du 15 mai 2007 prévoit de faire rapport tous les trois mois au collège sur le fonctionnement de la zone et de l'informer des plaintes extérieures relatives au fonctionnement ou à l'intervention du personnel de la zone.

Le point B (« Autonomie ») mentionne que le commandant de zone peut prendre des décisions en autonomie « en ce qui concerne l'organisation administrative interne » de la zone en donnant notamment comme exemple les « propositions en matière d'engagement ». Or, le livre 4 du projet de statut administratif ne prévoit pas que le commandant de zone formule une proposition en cas d'engagement. Il en va de même en ce qui concerne l'exemple des propositions en matière de licenciement.

*

⁸ À cet égard, il est à noter que l'arrêté royal du 21 février 2011 'relatif à la formation des membres des services publics de secours' règle la formation des membres des services publics de secours.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. In de aanhef wordt melding gemaakt van de betrokkenheid van de gewesten. Uit de adviesaanvraag kan evenwel niet worden opgemaakt of dat vormvereiste naar behoren is vervuld.¹
2. De onderhandelingen met de vakorganisaties hebben plaatsgevonden op 17, 18 en 19 december 2013, en op 15 januari 2014. De vakorganisaties hebben het protocol van niet-akkoord ondertekend op 20 januari 2014.
3. Uit de stukken gevoegd bij de adviesaanvraag blijkt evenwel dat de Ministerraad op 13 december 2013 beraadslaagd heeft, dat wil zeggen voordat de voornoemde vormvereisten vervuld zijn.

De hiernavolgende opmerkingen worden dus gemaakt onder het voorbehoud dat, indien de teksten die aan de Raad van State zijn voorgelegd nog gewijzigd worden als gevolg van de voornoemde vormvereisten, waaruit de Ministerraad nog geen conclusies heeft getrokken, de bepalingen die andere dan louter formele wijzigingen hebben ondergaan aan de Raad van State worden voorgelegd om opnieuw te worden onderzocht.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Luidens het opschrift van het ontwerp, strekt dit “tot vaststelling van het functieprofiel van commandant van een hulpverleningszone en van de nadere bepalingen voor zijn selectie en zijn evaluatie”.²
2. Wat betreft het profiel van de functie van zonecommandant en de nadere bepalingen voor de selectie van zonecommandant, vastgelegd in de artikelen 2 tot 6 en 14 tot 17

¹ Wat het vormvereiste inzake de betrokkenheid betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking 1 gemaakt in advies 55.165/2, dat heden is verstrekt over het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszone’ (hierna ontwerp van administratief statuut genoemd).

² In het dispositief wordt slechts terloops vermeld dat de betrekking waar het om gaat die van zonecommandant is. Het ontwerp moet worden aangevuld met een inleidende bepaling in die zin. Het opschrift en de vermelding, in de aanhef, van artikel 113 van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’ als rechtsgrond van het ontwerp zijn wat dat betreft niet voldoende.

en in de bijlage,³ vindt het ontwerp rechtsgrond in artikel 113 van de voornoemde wet van 15 mei 2007, luidens hetwelk

“[d]e Koning (...) de inhoud van het functieprofiel [bepaalt] waaraan de zonecommandant moet voldoen en (...) de nadere bepalingen (...) voor de selectie van de zonecommandant [vaststelt].”

Het voornoemde artikel 113 wordt terecht vermeld in het eerste lid van de aanhef als één van de rechtsgronden van het ontwerp.

3. In het ontwerp wordt daarenboven de evaluatie van de zonecommandant geregeld, namelijk in de artikelen 8 tot 12 van het ontwerp.

Artikel 116 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 verleent de Koning wat dat betreft een gedeeltelijke machtiging. Die bepaling luidt als volgt:

“§ 1. Een evaluatiecommissie wordt in elke zone ingesteld. Deze commissie is samengesteld uit :

1° de voorzitter van het college;

2° de gouverneur of zijn vertegenwoordiger;

3° een lid van de algemene inspectie aangeduid door de minister.

De voorzitter van het college zit de evaluatiecommissie voor.

§ 2. De evaluatiecommissie wordt samengeroepen door de voorzitter van het college.

De commissie hoort de zonecommandant evenals elk ander persoon die de besprekingen kan helpen.

§ 3. De werkingsregels van de evaluatiecommissie worden bepaald door de Koning.”

De machtiging die in paragraaf 3 aan de Koning wordt verleend, heeft enkel betrekking op de “werking van de evaluatiecommissie”, en niet op de gezamenlijke regels voor de evaluatie aan het einde van het mandaat van de commandant.

Bovendien bevat het ontwerp van administratief statuut, en in hoofdzaak boek 12 van het ontwerp (artikelen 153 tot 171), verscheidene bepalingen betreffende de evaluatie.⁴

Krachtens artikel 106, eerste lid, van de voornoemde wet van 15 mei 2007⁵ beschikt de Koning weliswaar ter zake over een ruimere machtiging dan die welke steunt op artikel 116, § 3, van dezelfde wet; Hij zou dus de artikelen 8 tot 12 van het voorliggende ontwerp kunnen behouden op basis van dat artikel 106, eerste lid, dat in het eerste lid van de aanhef als

³ Er wordt naar de bijlage, die betrekking heeft op het functieprofiel, verwezen in artikel 5, § 3, tweede zin, van het ontwerp.

⁴ Zie ook inzonderheid de artikelen 44 tot 49, 58 tot 67 en 103 van het ontwerp van administratief statuut.

⁵ Artikel 106, eerste lid, van de voornoemde wet van 15 mei 2007 luidt als volgt:

“De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het administratief en geldelijk statuut van het operationeel personeel van de zones, hierbij inbegrepen de opleiding.”

één van de rechtsgronden van het ontwerp wordt vermeld. Dat neemt niet weg dat het logischer zou zijn de gezamenlijke bepalingen betreffende de evaluatie samen te voegen in het ontwerp van administratief statuut, met inbegrip van de bepalingen die betrekking hebben op de evaluatie van de commandant.⁶

4. De artikelen 7 en 13 van het ontwerp hebben geen betrekking op het functieprofiel van zonecommandant, noch op de nadere bepalingen voor de selectie van zonecommandant, en evenmin op de evaluatie van zonecommandant.

Die bepalingen ontlelen weliswaar rechtsgrond aan artikel 106 van de voornoemde wet van 15 mei 2007, vermeld in het eerste lid van de aanhef, maar, om dezelfde redenen als die welke hierboven zijn genoemd met betrekking tot de evaluatie, lijkt het logischer ze in te voegen in het ontwerp van administratief statuut.

Wat bijvoorbeeld artikel 7 betreft, hoort paragraaf 2 ervan, waarin sprake is van een “ambtshalve en definitieve mobiliteit”, veeleer thuis in boek 6 van dat ontwerp van statuut; paragraaf 3 van dat artikel, waarin sprake is van de “ambtshalve, tijdelijke professionalisering” hoort ook veeleer thuis in boek 7 van het ontwerp van administratief statuut;⁷ paragraaf 4 van dat artikel zou dan weer opgenomen moeten worden in artikel 22 van dat ontwerp, dat betrekking heeft op de onverenigbaarheden.

Artikel 13 zou ingevoegd moeten worden in de bepalingen van boek 19 van het ontwerp van administratief statuut, dat betrekking heeft op de beëindiging van een ambt.

5. Het besluit is dan ook dat de inhoud van het voorliggende ontwerp ter wille van de samenhang in de regelgeving beperkt zou moeten worden tot het vaststellen van het profiel van zonecommandant en de nadere regels voor de selectie van zonecommandant, zoals dat profiel en die regels worden vastgelegd in de artikelen 2 tot 6 en 14 tot 17 van het ontwerp en in de bijlage daarvan. De overige bepalingen, met uitzondering van de artikelen 1 en 19, kunnen overgeheveld worden naar het ontwerp van administratief statuut. Artikel 18 zou dienovereenkomstig moeten worden aangepast, net zoals de bepaling betreffende de inwerkingtreding van het ontwerp van administratief statuut.

⁶ Ook al is de machtiging verleend in artikel 106, eerste lid, van de voornoemde wet van 15 mei 2007 ruimer dan die vermeld in artikel 116, § 3, van dezelfde wet, het eerste lid van de aanhef van het ontwerp van administratief statuut zou ook de laatstgenoemde wetsbepaling kunnen vermelden als één van de rechtsgronden ervan, naast de verwijzing naar artikel 106 van dezelfde wet.

⁷ Bovendien wordt, wat het gebruik van het begrip “mobiliteit” in dezelfde bepaling betreft, verwezen naar de algemene opmerking gemaakt bij boek 7 van het ontwerp van administratief statuut in het voornoemde advies 55.165/2.

Er kan dan mee worden volstaan in het eerste lid van de aanhef de artikelen 113 en 224, tweede lid, als rechtsgrond van het voorliggende ontwerp te vermelden, wat betekent dat het ontwerp niet noodzakelijk aan de Ministerraad moet worden voorgelegd.

Ook het opschrift moet dienovereenkomstig worden aangepast.

6. De hiernavolgende bijzondere opmerkingen worden onder voorbehoud van de bovenstaande opmerkingen gegeven.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de bepaling onder 7° zou het begrip “wettelijke feestdagen” aangevuld moeten worden met de verwijzing naar artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 april 1974 “tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen”, naar analogie met wat voorgesteld wordt in het voornoemde advies 55.165/2 met betrekking tot artikel 1, 14°, van dat ontwerp.

Artikel 2

1. In het eerste lid moet gepreciseerd worden dat in de oproep tot de gegadigden vermeld wordt aan welke voorwaarden voldaan moet zijn, op welke datum aan die voorwaarden voldaan moet zijn, wat het functieprofiel is (in voorkomend geval onder verwijzing naar de ontworpen bijlage) en wat de regels inzake selectie zijn.

2. Uit het tweede lid blijkt dat de commissie minstens uit vijf leden moet bestaan. Er valt evenwel nergens uit op te maken tot welke categorie de bijkomende leden moeten behoren. Het zou derhalve eenvoudiger zijn het juiste aantal leden van elke categorie te bepalen.

Artikel 4

De bepaling onder 1° moet aangepast worden wegens de opmerking gemaakt in het voornoemde advies 55.165/2 met betrekking tot het schrappen van boek 5, titel 2 (“De sociale promotie”) en artikel 68 van het administratief statuut, omdat uit boek 5 van dat ontwerp van statuut blijkt dat sociale promotie eigenlijk maar een mogelijkheid is om af te wijken van één van de voorwaarden voor hiërarchische bevordering.

Artikel 6

Er moet ook worden bepaald dat de commissie de raad de rangschikking bezorgt waarvan sprake in artikel 6.

Artikel 8

1. Om alle verwarring met de evaluatiecommissie bedoeld in artikel 167 van het ontwerp van administratief statuut te voorkomen, zou het beter zijn in het eerste lid te verwijzen naar artikel 116 van de voornoemde wet van 15 mei 2007.

2. In het tweede lid moet bepaald worden binnen welke termijn het gesprek plaats moet vinden.

Artikel 9

De bepaling moet worden aangevuld met de evaluatievermeldingen en de gevolgen die daaraan verbonden zijn.

Artikel 14

In de paragrafen 1, 2°, en 2, 2°, wordt gewag gemaakt van een brevet van dienstchef.

Het behalen van dat brevet wordt echter nergens in het ontwerp van administratief statuut geregeld.

Ofwel moeten zulke bepalingen dus opgenomen worden in het administratief statuut, ofwel moet, indien die bepalingen reeds bestaan, daarnaar verwezen worden.⁸

Artikel 18

Uit artikel 18 van het ontwerp valt moeilijk op te maken welke datum van inwerkingtreding het wil vaststellen. Zoals het is opgesteld, staat het immers aan de belanghebbenden na te gaan op welke datum de Koning toepassing heeft gemaakt van artikel 220 van de voornoemde wet van 15 mei 2007.

⁸ Wat dat betreft, valt op te merken dat het koninklijk besluit van 21 februari 2011 'betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten' de opleiding regelt van de leden van de openbare hulpdiensten.

Het is aangewezen om de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken te machtigen om in het *Belgisch Staatsblad* een bericht bekend te maken waarin, met toepassing van artikel 18, vermeld wordt op welke datum de artikelen 109 tot 112 en 114 tot 116 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 en de artikelen 7 tot 13 en 17 tot 19 van het ontworpen besluit in werking treden.

BIJLAGE

In punt A, 3, vijfde streepje, staat dat de zonecommandant de briefwisseling van de zone ondertekent, terwijl artikel 112 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 bepaalt dat de voorzitter van het college de gezamenlijke post van de zone ondertekent, die medeondertekend wordt door de commandant.

In punt A, 4, vierde streepje, staat dat de zonecommandant op regelmatige tijdstippen de raad en het college op de hoogte brengt van de werking van de zone, terwijl in artikel 110 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 wordt bepaald dat elke drie maanden verslag wordt uitgebracht aan het college over de werking van de zone en deze instantie op de hoogte wordt gebracht van klachten van buitenaf aangaande de werking of het optreden van het personeel van de zone.

In punt B (“Autonomie”) staat dat de zonecommandant autonoom kan beslissen over “de interne administratieve organisatie” van de zone, waarbij onder meer als voorbeeld de “voorstellen inzake aanwerving” wordt gegeven. Boek 4 van het ontwerp van administratief statuut bepaalt echter niet dat de zonecommandant een voorstel doet in geval van aanwerving. Dat geldt ook voor wat betreft het voorbeeld van de voorstellen inzake afdanking.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT